“hd
Numéro 4
Octobre 2004

bulletin

Armes légères et sécurité humaine

Dans ce numéro...

Asie centrale : Armes à feu, politique et pouvoir, *par Alun Howard et Emil Juraev* ***pages 1 - 4***
Réforme de la police au Kirghizstan, *par Foundation for Tolerance International* ***page 5***
Afghanistan : la gestion des armes sous un angle nouveau, *par Robin-Edward Poulton* ***page 6***
Vous avez la parole : Dans quelle mesure la « guerre contre la terreur » a-t-elle affecté le commerce des armes, illicite ou non, en Asie centrale ? ***page 8***
En bref ***page 9***
Coup de Chapeau au processus brésilien de désarmement ***page 10***

Ce numéro du Bulletin est consacré à l'Asie centrale, une région en proie à l'insécurité et à une instabilité latente généralisée. Les deux articles de la rubrique «Opinion» proposent des pistes pour, respectivement, améliorer les services de police au Kirghizstan, et encourager le désarmement en Afghanistan. Faites-nous part de vos commentaires sur ces points de vue, ainsi que de toute information récente pertinente, et nous les publierons sur notre site Internet en complément à ce numéro.

Asie centrale : Armes à feu, politique et pouvoir

« Au Tadjikistan, pouvoir rime avec armes. »
Abdulmolik Abdullojonov, candidat malheureux aux présidentielles de 1994

En Asie centrale, plusieurs facteurs endémiques contribuent à la prolifération et à l'utilisation abusive des armes légères.

Les frontières contre nature de cette région constituent assurément l'un de ces facteurs. Hormis l'Afghanistan, les pays d'Asie centrale sont d'anciennes républiques de l'Union soviétique qui ont obtenu leur indépendance en 1991 : leurs frontières ont été davantage déterminées par les impératifs économiques de Staline que par des considérations ethniques ou historiques. Or, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, les tensions dues à ce tracé plutôt arbitraire se sont souvent violemment manifestées.

Un autre facteur est le manque de culture politique et la fragilité de l'Etat de droit. Les gouvernements de la région font couramment appel à leurs forces de sécurité à des fins politiques, et le respect des droits humains n'a jamais figuré en tête de leurs priorités. Toutefois, quand ces nations se sont associées à la «guerre internationale contre la terreur», le Kirghizstan et l'Ouzbékistan ont bénéficié massivement de l'aide militaire américaine alors qu'au même moment, le département d'Etat américain condamnait leurs atteintes aux droits humains. (En 2004, ledit ministère a d'ailleurs coupé les vivres à l'Ouzbékistan pour son non-respect manifeste des droits humains.)

Le troisième facteur n'est autre que l'Afghanistan. Dans ce pays, les guerres interminables et la production d'héroïne ont contribué à alimenter le flux d'armes à feu à travers la région. Les armes de contrebande franchissent couramment la frontière perméable avec le Turkménistan et le Tadjikistan, tandis que des escarmouches opposant les garde-frontières aux trafiquants de drogue et d'armes se produisent quasiment chaque semaine le long de la frontière afghano-tadjike. Etonnamment, beaucoup affirment que les armes sont encore plus nombreuses à entrer en Afghanistan par la frontière poreuse avec le Pakistan[1].

L'intolérance religieuse et une politique gouvernementale répressive constituent d'autres facteurs. L'islam politique est considéré comme une menace par les gouvernements (à l'exception du Tadjikistan, tous étaient déjà en place avant l'indépendance de 1991). Les mesures à l'encontre des «islamistes» ont été l'un des enjeux majeurs de la guerre civile au Tadjikistan entre 1992 et 1997. Et en Ouzbékistan, les campagnes officielles de répression visant les «islamistes» ont provoqué ces cinq dernières années la montée de groupes islamiques activistes.

La vallée du Ferghana, que se partagent le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, est généralement dépeinte comme un facteur d'insécurité à part entière. Une surveillance médiocre et inopérante des frontières en a fait un foyer de trafic de drogue, du terrorisme, de violence ethnique potentielle et de contrebande d'armes. Une population en expansion, le chômage et la lutte pour l'accès aux ressources (notamment l'eau) ont contribué aux tensions existantes, attisées par l'accessibilité des armes qui circulent dans la région.

[1] Correspondance privée avec Sayed Fazlullah Wahidi, directeur du Bureau de coordination des ONG afghanes, 3 octobre 2004

Panorama de la région

Au **Tadjikistan**, durant la guerre civile de 1992 à 1997, les rebelles recevaient des armes en provenance d'Afghanistan[2]. Pour leur part, les forces gouvernementales étaient armées par l'Ouzbékistan et la Russie, laquelle a encore des milliers de soldats stationnés sur place, mais le processus de retrait est engagé. Les armes acheminées aux deux camps étaient essentiellement des fusils d'assaut Kalachnikov de fabrication russe (modèles AK-47 et AK-74, indifféremment), ainsi que des pistolets Makarov, des mitrailleuses et des lance-grenades RPG[3]. La violence du conflit a fait au moins 60 000 morts et quelque 500 000 déplacés, obligeant également 20 000 personnes à se réfugier en Ouzbékistan et au Kirghizstan, et 75 000 dans un Afghanistan[4] dévasté par la guerre.

En 1996, le gouvernement tadjik a adopté une nouvelle loi sur les armes à feu entrée en vigueur en 2000. L'immense majorité des permis de port d'armes est délivrée pour la chasse, et les programmes de collecte, tant obligatoires que volontaires, ont réduit l'arsenal des particuliers. La nouvelle législation[5] prévoit des modalités d'attribution des permis de port d'armes, des normes d'entreposage et des mesures de restriction sur les importations et les exportations. Bien qu'environ 10 000 armes soient enregistrées dans ce pays, il est quasiment impossible d'évaluer combien sont détenues illégalement (20 000 étant l'estimation basse).[6]

Il est de notoriété publique que les trafiquants de drogue portent des armes, tant pour se protéger que pour les vendre, et les saisies de stupéfiants s'accompagnent généralement de saisies d'armes[7].

En outre, les forces gouvernementales découvrent régulièrement des caches d'armes abandonnées par les activistes après la guerre. A l'heure actuelle, l'armée russe apporte son soutien financier et technologique aux garde-frontières tadjiks. Une fois le retrait de ces troupes effectif en septembre 2005, on redoute une augmentation de la contrebande transfrontalière de drogue et d'armes.

En dehors des grandes villes, telles que Douchanbé et Khoudjand, et surtout dans les régions montagneuses de Garm et du Badakhchan, voyager sans escorte est toujours considéré dangereux. Toutefois, les statistiques sur la violence et la criminalité liées aux armes à feu sont difficiles à obtenir, et en règle générale peu fiables.

En **Ouzbékistan**, l'intolérance du gouvernement envers les «islamistes» a contribué à la popularité du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), l'un des groupes armés les plus actifs de la région. En 1999, puis en 2000, le MIO a lancé depuis les montagnes du Tadjikistan deux raids majeurs sur Batken, région située dans le sud du Kirghizstan, pour tenter d'entrer en Ouzbékistan. Ces opérations ont donné lieu à des prises d'otages et à des affrontements sanglants avec l'armée kirghize, lesquels se sont soldés par plusieurs dizaines de morts dans chaque camp. En 1999, des membres du MIO ont perpétré une vague d'attentats à la bombe censés viser le président Karimov dans d'importants bâtiments officiels de Tachkent. Plusieurs engins artisanaux ont également explosé au début de l'été 2004, notamment dans un souk, à l'ambassade des Etats-Unis et contre des cibles gouvernementales.

Faute de transparence, il n'est guère facile d'obtenir des informations relatives à la détention d'armes et aux crimes de droit commun commis avec une arme. Dans les régions de Namangan,

---

[2] S'entretenant avec des journalistes en mai 2002, Jurabek Aminov (numéro 2 du KGB au Tadjikistan) a déclaré que 10 à 15 % des armes rebelles provenaient d'Afghanistan. Après l'accord de paix de 1997, 182 tonnes d'armement introduites dans le pays par des combattants rentrés d'Afghanistan se sont «volatilisées» sans laisser de trace. Le Centre pour le Dialogue Humanitaire (2003), *The Central Asian Islamic Opposition Movements, Humanitarian engagement with armed control groups*, case study, Vol.1 N°1, p. 15

[3] International Alert (2004), *Small Arms Control in Central Asia*, Eurasia Series N°4, p. 17-18, disponible sur www.international-alert.org/pdf/pubsec/MISAC_eurasia_4.pdf

[4] Bobi Pirsedi (2002), *The Small Arms Problem In Central Asia: Features and Implications*, UNIDIR, p.41

[5] Gouvernement du Tadjikistan (2003), *Report on Implementation of the United Nations Programme of Action on Small Arms and Light Weapons*, disponible sur http://disarmament2.un.org/cab/salw-nationalreports.html

[6] International Alert (2004), op. cit., p.18

[7] ibid.

d'Andijan et du Ferghana, considérées comme des «pépinières» d'un islam radical, les populations dissidentes et opprimées sont fréquemment victimes de mystérieuses disparitions et arrestations arbitraires.

Seul fabricant d'armes de la région, le **Kazakhstan** applique des normes antérieures à 1990 pour le marquage, le contrôle des ventes et l'enregistrement des propriétaires d'armes à feu. Le gouvernement kazakh a créé le Comité de l'industrie militaire, sous la tutelle du ministère de l'Industrie, afin de superviser la production et les exportations d'armes, mais sa compétence est remise en question quant à l'établissement des certificats d'utilisation finale et la réglementation du courtage.[8]

Dans son ensemble, l'arsenal législatif du Kazakhstan sur les armes n'est guère différent de celui des autres pays de la région, lesquels s'inspirent tous de la législation de l'ère soviétique ; une législation qui régit la détention, la classification, l'établissement de permis de port d'arme et de certificats pour les civils et les services spéciaux, ainsi que la circulation et l'entreposage des armes.

Le journal *Almaty Karavan* estime qu'un Kazakh sur cinq est armé. Par ailleurs,

les armes à feu[9] seraient utilisées dans 80 % des crimes commis au Kazakhstan, lesquels sont essentiellement le fait du crime organisé. En effet, l'économie relativement prospère du pays a entraîné la montée de groupes criminels puissamment armés qui s'affrontent pour établir leur territoire, et s'en prennent aux entreprises.

«Même une arme non chargée tire une fois l'an.»
Proverbe kirghiz

Souvent considéré comme l'Etat le plus libéral d'Asie centrale, le **Kirghizstan** voisin compte un permis de port d'arme pour soixante-dix habitants. En 2000 ont été recensés cinquante-huit décès par arme à feu[10], et chaque année, 15 à 30 personnes seraient victimes de blessures non mortelles infligées par ces mêmes armes[11]. Ce pays, où la criminalité armée est en hausse, a connu ces deux dernières années au minimum cinq assassinats, essentiellement des hommes d'affaires et un colonel ayant pris la tête de la lutte contre la corruption au sein du ministère de l'Intérieur. Ces meurtres, commis pour la plupart en plein jour dans les rues de Bichkek, la capitale, n'ont fait que renforcer le sentiment d'insécurité du public.

Suite à des incursions dans le pays en 1999 puis en 2000, des activistes islamiques auraient caché des armes dans les montagnes, ce qui laisse planer la menace d'une criminalité armée occasionnelle, mais aussi d'une insurrection politique armée.

En mars 2002, dans le district d'Aksy, la police a ouvert le feu sans discrimination sur un groupe de manifestants qui protestaient contre l'arrestation d'un chef de file de l'opposition[12] : la confrontation a fait six morts et de nombreux blessés. Provoquant une onde de choc dans tout le pays, ces meurtres ont entraîné la démission du Premier ministre et de son gouvernement, et ont soulevé des interrogations sur la compétence des forces de l'ordre. Suite à cet événement, une réforme et un programme de formation de la police ont été entamés sous l'égide, entre autres, de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

Alors que dans la région, le public n'a toujours pas son mot à dire sur la question des armes et de la sécurité, la participation de la société civile est nettement plus importante dans ce domaine au Kirghizstan. Comptons sur les citoyens de ce pays pour contraindre progressivement le gouvernement à lutter contre la criminalité, l'incompétence policière et la circulation des armes (voir à ce propos le point de vue de la Foundation for Tolerance International ci-après).

Nakibullah Gul, âgé de trois ans, a été enlevé dans les faubourgs de Kandahar, Afghanistan, au début de l'année 2004. Son calvaire durera trente-deux jours, le temps pour son père, tisserand, de réunir les 4 500 $ de rançon. Dans l'intervalle, Nakibullah aura perdu un doigt et un orteil. Envoyée avec le doigt, la lettre exigeant la rançon disait : «Nous sommes armés, et personne ne nous attrapera jamais. Paie si tu veux revoir ton enfant.» [13]

L'**Afghanistan** vit, quant à lui, un paradoxe désormais souvent passé sous silence : les troupes américaines qui livrent la «guerre contre la terreur» se retrouvent confrontées à des armes livrées aux *moudjahidin*, les «combattants de la liberté», par leurs précédents gouvernements. En outre, vu l'arsenal impressionnant abandonné par les Soviétiques quand ils se sont retirés, il est quasiment impossible d'évaluer le nombre d'armes présentes dans le pays. Une chose est sûre, leur impact se fait

[8] International Alert (2004), op. cit., p. 29
[9] Almaty Karavan, *Weapons possession among citizens on the rise*, 25 avril 1997 ; mentionné par Pirsedi (2002), p. 84
[10] S. Neil MacFarlane et Stina Torjesen (2004), *Kyrgyzstan: A Small Arms Anomaly In Central Asia?*, Small Arms Survey, p.20, disponible sur www.smallarmssurvey.org/OPs/OP12%20kyrgyzstan.pdf
[11] ibid.
[12] Emil Juraev en Asie centrale – Magazine en ligne «Caucacus Analyst» : *Aksy: A Turning Point, or A Bump on a Downward Slope?* 24 avril 2002, disponible sur www.cacianalyst.org/view_article.php?articleid=28
[13] Jenny Cuffe, BBC Radio 4, *Les enfants afghans victimes des criminels*, 30 juin 2004 ; disponible sur http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/3851687.stm

sentir à travers toute la région, voire en Asie du sud, tandis que les frontières troublées et perméables de l'Afghanistan font toujours peser une lourde hypothèque sur la sécurité. Robin Poulton nous livre son point de vue sur l'immense défi que constitue le désarmement dans un article de la rubrique «Opinion».

Les premières mesures sont prises

Le Kazakhstan et le Tadjikistan ont tous deux nommé des coordinateurs nationaux, conformément au Programme d'Action de l'ONU. Le Tadjikistan a été le seul à remettre un rapport sur la mise en œuvre du Programme d'Action en 2003, mais aucun pays n'en a présenté cette année.

L'OSCE est assurément l'organisation régionale qui s'emploie le plus activement à limiter le flux d'armes. Hormis l'Afghanistan, tous les pays de la région en sont membres, et chacun d'eux a signé les accords non-contraignants de l'OSCE sur les armes légères.

L'OTAN s'intéresse aussi vivement à cette partie du monde. L'OSCE et l'OTAN se préoccupent avant tout de la sécurité des stocks et du trafic d'armes dans la région. Or la destruction des excédents d'armes n'est toujours pas une pratique courante. Ainsi, bien que le gouvernement tadjik continue de récupérer les armes de la guerre civile (environ 26 000 pièces en juin 2003), il n'a pris aucune mesure pour les détruire. Cet arsenal est essentiellement conservé pour être utilisé par les forces armées tadjikes, et les autorités justifient cette stratégie en arguant que le pays ne produit pas d'armes, qu'il n'a pas les moyens d'en acheter de nouvelles, pourtant indispensables, et que l'arsenal actuel vieillit. Selon certains responsables[14], seules les armes inutilisables ont été ponctuellement détruites.

Aucun de ces Etats ne réglemente le courtage d'armes, cette «profession» privée et souvent illégale qui consiste à servir d'intermédiaire dans les transactions d'armes. Viktor Bout, «courtier» russe né au Tadjikistan connu pour faire fi des sanctions imposées par l'ONU, opérerait depuis le Tadjikistan comme de nombreuses autres bases dans le monde entier en toute impunité.

En l'absence d'initiatives interdépendantes visant à mettre sur pied des forces de sécurité performantes, à améliorer le respect des droits humains et à promouvoir la tolérance religieuse, les pays d'Asie centrale risquent de continuer à susciter une opposition armée, et à encourager malgré eux le commerce florissant de l'héroïne en provenance d'Afghanistan. Parmi les questions clés, notons la gestion des stocks d'armes, la destruction des surplus, un contrôle des frontières rigoureux, l'harmonisation des normes relatives à la possession des armes à feu par les civils, ainsi que la réforme d'une police et d'une armée corrompues, violentes ou inefficaces.

Dans la région, la société civile, modeste mais dynamique, joue un rôle important pour mettre ces questions en évidence, ainsi que pour proposer des suggestions d'action à l'échelle nationale et internationale. Cependant, le musellement des voix dissonantes est bien connu, notamment en Ouzbékistan et au Turkménistan.

Suggestions d'action

Dotés de lacs et de montagnes pittoresques, et riches de nombreuses cultures, les pays d'Asie centrale possèdent un potentiel touristique considérable : un désarmement tangible permettrait véritablement d'exploiter ce potentiel en rassurant les éventuels touristes. Mais surtout, un partage plus équitable des ressources naturelles, ainsi qu'une plus grande tolérance ethnique et religieuse limiteraient le recours à l'opposition armée. Ces facteurs influent sur la demande d'armes, et nécessitent l'intervention résolue d'une multitude d'acteurs.

Donateurs et organisations régionales sont amenés à jouer un rôle de premier plan en préconisant davantage de transparence, de sens des responsabilités et de tolérance, et les donateurs pourront se montrer particulièrement actifs pour raffermir le lien croissant entre la réforme du secteur de la sécurité et le contrôle des armes légères.

En attendant la Conférence de Révision de 2006 sur le Programme d'Action de l'ONU, les gouvernements d'Asie centrale ont la possibilité de prouver leur attachement national et régional à la lutte contre le commerce illicite des armes légères *sous tous ses aspects.*

Consultant sur les questions d'armes légères, Alun Howard collabore aux publications du CDH. Emil Juraev est professeur à l'Université américaine d'Asie centrale de Bichkek.

[14] International Alert (2004), op. cit. p. 20 ; également, interviews menées par International Alert avec des représentants du Ministère de l'Intérieur et du Comité pour la protection des frontières de l'Etat, juin 2003

Opinion

Réforme de la police au Kirghizstan

«Dans beaucoup de pays, les citoyens se sentent en sécurité quand ils voient un uniforme de police. Ils sont persuadés que personne ne peut attenter à leurs droits ni leur faire de mal s'il y a un policier dans les parages. Mais ici, c'est exactement le contraire.»

Représentant des forces de l'ordre kirghizes s'exprimant lors d'une table ronde organisée par la Foundation for Tolerance International (FTI) en mai 2004

Le système d'application des lois vise à faire respecter de façon claire et équitable la législation nationale par tous les citoyens. Dans la plupart des pays, les policiers se considèrent comme des «agents du service public». Ce n'est hélas pas le cas au Kirghizstan où les forces de l'ordre suscitent un mécontentement croissant depuis des dizaines d'années.

Dessous-de-table, abus de pouvoir et corruption sont visibles à tous les niveaux de l'appareil policier, du gardien de la paix au ministre de l'Intérieur. Du fait de la corruption, un policier qui gagne entre 10 et 15 $ par mois environ dispose d'un bien meilleur niveau de vie qu'un enseignant, par exemple.

Fin 2003, la *Foundation for Tolerance International* a organisé un séminaire sur le règlement des conflits auquel ont participé de nombreux villageois du district d'Aksy. A la question : «A quoi associez-vous le mot «Police» ?», les participants ont répondu par écrit les mots suivants : violence, matraques, menottes, peur, insultes, humiliation, pot-de-vin, passages à tabac, racket. Un seul a mis un terme positif : lois.

«Avant, on ne voulait pas que nos enfants jouent dans la rue par crainte des bandits et des criminels. Aujourd'hui, on a peur des policiers parce qu'à tout moment, quelle que soit la situation, ils peuvent mettre en détention, insulter et humilier nos enfants dans le simple but de leur extorquer de l'argent», a expliqué un habitant à qui l'on avait demandé pourquoi les villageois interdisaient l'accès de leurs communautés à la police.

La tension qui couvait depuis longtemps entre les policiers et la population a tourné au drame en mars 2002 quand ceux-ci ont ouvert le feu sur des civils qui manifestaient à Aksy, faisant cinq morts et vingt-sept blessés. Quelque 300 personnes s'étaient réunies pour protester contre l'arrestation arbitraire d'Azimbek Beknazarov, député kirghiz et critique notoire du président Akaev. Beknazarov, qui avait appelé le Parlement à voter la destitution du président, a été placé en détention pour un crime qu'il aurait commis sept ans auparavant.

Armées de mitrailleuses, de matraques et de boucliers, les forces de l'ordre ont interrompu ce rassemblement pacifique, et exigé sa dispersion. Les manifestants refusant et réclamant que les autorités leur rendent des comptes, elles ont tiré dans la foule. Anaral Nazarbekov, l'un des rescapés, a raconté qu'alors qu'il gisait à demi-mort, blessé par balle au ventre, des policiers lui ont écarté les doigts, ont déposé une pierre dans sa main, et ont tenté de le photographier pour «prouver» ainsi que les manifestants les avaient provoqués en leur jetant des pierres. Nazarbekov a ajouté qu'il avait «rassemblé ses dernières forces pour jeter la pierre, et qu'il avait perdu connaissance peu après.»[1]

Bien que les événements d'Aksy aient déclenché une vague de protestations pacifiques dans tout le pays, les exactions policières n'ont pas pris fin pour autant. Des citoyens qui manifestaient pour dénoncer ce massacre ont été arrêtés les 19 et 20 mars 2002, et l'un d'entre eux a fait la déclaration suivante : «Les policiers nous ont entièrement dévêtus, nous ont attaché les mains, et frappés à coups de matraques. Quand l'un de nous perdait connaissance, ils l'aspergeaient d'eau froide. Par la suite, j'ai appris que l'eau froide évite la formation des hématomes et des œdèmes.» Il est également établi qu'une femme enceinte a fait une fausse couche quelques jours après avoir été rouée de coups par les policiers.

En outre, aucun fonctionnaire de haut niveau n'a été sanctionné pour la mort des manifestants pacifiques d'Aksy. Au contraire, certains d'entre eux, considérés par la population comme directement impliqués dans la tragédie, ont même bénéficié d'une promotion.

Si le public n'a pas confiance dans la compétence, ni dans les intentions de la police, et si aucun dispositif ne contraint celle-ci à répondre de ses manquements, les citoyens risquent de ressentir la nécessité de s'armer pour se défendre face aux criminels et aux policiers corrompus. La prolifération des armes et l'organisation de milices d'autodéfense résultent d'une incapacité à concevoir un système d'application des lois juste et efficace.

L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) a élaboré des programmes pour améliorer les capacités de la police dans deux quartiers de Bichkek, la capitale. L'un de ses programmes vise une meilleure professionnalisation de celle-ci. Beaucoup de directives et de manuels de formation contiennent des termes à connotation agressive (comme «liquider», «ne pas autoriser», «interdire», «détruire») : il y a assurément fort à faire pour régénérer les forces de l'ordre dans ce pays.

[1] Déclaration faite par l'intéressé aux auteurs et à Alun Howard, 19 octobre 2004

La FTI s'emploie aussi actuellement à établir le dialogue entre les populations locales et la police, notamment avec le programme «Dialogue, Confiance et Respect du droit à Aksy». Elle a réussi à rassembler 50 représentants des collectivités locales, des autorités de police et de l'opposition pour une première table ronde qui a duré six heures. Cette réunion a été un délicat pari à relever, car nombre de participants étaient armés, chacun considérant l'autre comme un ennemi dangereux. Ces derniers ont pourtant fini par mettre au point des recommandations destinées aux autorités, aux forces de l'ordre, aux partis de l'opposition, aux organisations donatrices internationales et aux ONG.

Par la même occasion, la FTI est parvenue à améliorer la communication entre la police et la population, et à définir les étapes d'opérations futures dans la mesure où il est impossible de résoudre les problèmes à court terme. Le fait que la population, tout comme la police, ait demandé à poursuivre ce programme constitue à nos yeux le meilleur gage de sa réussite.

La FTI a énoncé les principes suivants pour une réforme réellement efficace de la police au Kirghizstan :

- Les compétences et les attitudes des policiers en exercice doivent être évaluées selon des normes reconnues internationalement.
- Le gouvernement doit allouer des ressources à la réforme de la police, et constituer un organisme indépendant pour mener à bien ce processus.
- La corruption doit être éliminée à tous les niveaux de la société.
- Les policiers doivent se montrer ouverts au changement, et reconnaître qu'ils exercent une mission de service public.
- Les citoyens doivent être associés aux décisions concernant la réforme de la police : porter une arme pour se protéger ne fait qu'aggraver le problème.

Cet article a été rédigé par la Foundation for Tolerance International au Kirghizstan, www.fti.org.kg

---

Opinion

Afghanistan : la gestion des armes sous un angle nouveau

Un récent article du *Monde* affirme, assez injustement, que le «programme de désarmement du gouvernement [afghan] connaît un échec retentissant»[1]. En fait, le Projet des Nouveaux Débuts pour l'Afghanistan (*Afghan New Beginning Project*) en faveur du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (DDR) a surpris tout le monde par son succès dans des circonstances exceptionnellement difficiles. Démarré en octobre 2003, ce programme a démobilisé et désarmé 20 000 combattants, ce qui correspond à environ 30 % du nombre total recensé officiellement, mais probablement à 10 % seulement de ceux qui devront un jour être désarmés. Il a en outre collecté quelque 15 000 armes légères et 2 780 armes lourdes.[2]

Les initiatives en matière de DDR finiront par échouer, à moins que la Coalition formée par les Etats-Unis ne parvienne à assurer la sécurité dans l'ensemble du pays. Si la paix ne cesse de se dérober, c'est en partie parce que l'Afghanistan n'est pas un Etat-nation homogène, le pays ayant été créé dans les années 1880 pour faire tampon entre les empires britannique et russe. De nombreux Afghans se sentent plus proches de leur identité ethnique ou régionale que de l'«Afghanistan». Les seigneurs de la guerre dirigent toujours le pays, et le gouvernement central n'est pas assez fort pour exercer une véritable influence dans la plupart des régions.

En voulant servir leurs intérêts à court terme dans cette «guerre contre la terreur», les Alliés ont consolidé encore davantage la position des seigneurs de la guerre ou du moins, ils ne l'ont pas fragilisée. Ainsi Madeleine Albright et Robin Cook ont récemment déclaré : «L'Afghanistan continue à vaciller, à deux doigts de la déliquescence... La communauté internationale aurait dû donner le choix aux seigneurs de la guerre : s'amender ou se retirer. Au lieu de cela, nous les avons recrutés. Les forces américaines sont tributaires des milices locales pour les aider à combattre les Talibans et Al-Qaida. Cela a pour effet de renforcer le pouvoir des chefs de milices en sapant les efforts du gouvernement afghan qui tente de freiner les groupes militaires organisés. Et cela consacre la tradition de groupes régionaux qui se disputent l'argent et le pouvoir par la 'force des armes'.»[3]

Sans même évoquer toutes ces difficultés, vouloir créer une société sans armes à feu n'est guère plus réaliste en Afghanistan qu'aux Etats-Unis. Les jeunes pashtouns recevant leur premier fusil à la puberté pour défendre l'honneur de leur famille, il est nécessaire de mettre en place une

[1] Françoise Chipaux, *Les armes font toujours la loi en Afghanistan*, le Monde ; en anglais dans le Guardian Weekly, 1-7 octobre 2004, p.21
[2] Ibid.
[3] Madeleine Albright et Robin Cook, "Unfinished Business", *International Herald Tribune*, 4 octobre 2004

nouvelle formule de contrôle des armes qui tienne compte de la réalité afghane.

Une nouvelle approche qui s'avérerait probablement fructueuse consisterait à décentraliser la gestion des armes. Dans cette hypothèse, chaque province se verrait confier une armurerie centrale neuve (ou réorganisée) où seraient entreposées les armes légères et de petit calibre officielles, mais aussi celles remises par les combattants. Le numéro d'enregistrement de toutes les armes serait ainsi répertorié, et l'entreposage se ferait dans des conditions sûres.

En en appelant à leur sens de l'honneur, concept primordial chez les Afghans, on pourrait convaincre les seigneurs de la guerre de faire enregistrer la plupart de leurs armes afin de justifier leur titre de «Commandant» (investir dans des projets locaux de développement / reconstruction sous leur responsabilité serait un moyen de persuasion complémentaire.) Même s'ils ne déposaient pas leurs armes les plus lourdes, ce processus d'enregistrement contribuerait à la responsabilisation et à la mise en commun d'informations. Les seigneurs de la guerre afghans ne renonceront sûrement pas à leur pouvoir au profit du ministre de la Défense, mais à l'instar de l'IRA, ils accepteront probablement qu'un organisme international neutre enregistre leurs armes.

L'enregistrement des armes légères pourrait être confié aux Conseils de développement communautaires nouvellement élus (CDC). Cela permettrait ainsi d'atteindre deux objectifs majeurs à la fois : renforcer l'orientation démocratique du gouvernement central, et faire appel à l'influence des anciens de la communauté (la structure traditionnelle) pour remettre en question celle des «Commandants». Ce sont les anciens qui dirigent le *qawm,* groupe de filiation fortement solidaire sans lequel aucun Afghan ne peut survivre. Consolider les CDC et les charger de l'enregistrement des armes créerait une «force du droit» pour contrer la «force des armes» : le système du *qawm* serait dès lors utilisé pour la faire respecter. Dans cette hypothèse, chaque Afghan adulte serait autorisé à posséder une arme enregistrée, et toute autre arme devrait être remise au CDC en vue de son enregistrement et de sa destruction publique.

Le processus de DDR ne compte qu'un seul véritable donateur, le gouvernement japonais, avec une contribution de USD 35 millions sur les 51 millions promis (le PNUD est actuellement en quête de 80 millions supplémentaires, ce qui signifie que l'engagement des donateurs ne représente que 40 % du budget nécessaire). La communauté internationale pourrait de toute évidence se répartir cette charge. Les différentes nations doivent sans attendre consacrer des fonds à la gestion des armes si elles veulent réellement consolider la paix.

Par ailleurs, il est nécessaire de sensibiliser massivement le public à la question du désarmement. Modeste, mais dynamique, la société civile afghane peut contribuer à faire évoluer les attitudes, et à diffuser des informations fiables. Le moment est on ne peut plus propice pour entamer un débat national sur les stratégies et la législation en matière de désarmement, ainsi que pour amorcer un dialogue sur le rôle des milices privées et des sociétés de sécurité. Une commission composée d'éminentes personnalités pourrait se rendre dans chaque province pour s'entretenir avec la population des lois sur le contrôle des armes et des milices, mais aussi des obligations et des attentes de chacun. Un tel débat public permettrait de mettre les idées en commun, et de modifier le climat politique, province par province.

Le désarmement est un processus politique : les experts en désarmement sont voués à l'échec si les dirigeants politiques échouent. Une approche décentralisée de la gestion des armes pourrait faire gagner un temps précieux, et affaiblir ainsi considérablement le pouvoir des seigneurs de la guerre. Il est indispensable d'agir pour sortir cet Etat en faillite du chaos actuel, qui profite au terrorisme international et au despotisme local.

Dans un pays où l'autorité du gouvernement central est insuffisante, un dispositif décentralisé de gestion des armes, et un débat national sur les seigneurs de la guerre et les milices (tel que proposé ci-dessus) ont des chances de porter leurs fruits, si tant est qu'ils s'accompagnent également d'un véritable investissement dans la paix durable.

Consultant indépendant, Robin-Edward Poulton est chercheur à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement. Cet article n'engage que son auteur.

Vous avez la parole

Dans quelle mesure la «guerre contre la terreur» a-t-elle affecté le commerce des armes, illicite ou non, en Asie centrale ?

Barlybai Sadykov, Mission du Kazakhstan auprès des Nations Unies, Genève
Dans sa campagne contre le terrorisme, le Kazakhstan a entre autres adopté une série de mesures afin de faire obstacle au commerce illicite des armes légères. Une nouvelle loi sur le contrôle des exportations prévoit ainsi des normes pour l'obtention de licence, un suivi des exportations d'armes légères, et des sanctions en cas d'infraction à cette même loi. Le Kazakhstan est l'un des coauteurs de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU sur les armes légères, introduite par les pays de l'OSCE en 2003. Lors de la conférence régionale de l'ONU qui s'est tenue à Almaty, sa capitale, en mars 2004, il a proposé de mettre en place un dispositif régional de non-prolifération : le *Code de conduite pour renforcer le contrôle sur le commerce illicite des armes légères* pour l'Asie centrale.

Michael Hall, analyste pour le bureau du International Crisis Group au Tadjikistan
De temps à autre, le gouvernement tadjik tire clairement parti de la «guerre contre la terreur». Même si l'on est loin des violations absolument effroyables des droits de l'homme qui ont lieu en Ouzbékistan, les mesures utilisées pour combattre «l'extrémisme» n'en sont pas moins radicales. Quand de vastes pans de population se sentent exaspérés et privés de leurs droits politiques, et que de grandes quantités d'armes se trouvent dans le pays, de très graves incidents finissent forcément par éclater. Pour l'instant, il semble que la lassitude des combats évite que la situation ne dégénère, la guerre civile n'étant que trop présente dans les esprits, mais je doute que cela dure éternellement.

Marie-Carin von Gumppenberg, Spécialiste des questions politiques au Centre de l'OSCE, Tachkent
Suite aux événements du 11 septembre 2001, l'OSCE a intensifié son action pour renforcer le contrôle des frontières en Asie centrale. Le Centre de l'OSCE de Tachkent a organisé cinq programmes de formation à la gestion des frontières destinés aux agents des douanes et aux garde-frontières. Il vise avant tout à accroître l'efficacité des garde-frontières et des agents des douanes pour rechercher, localiser et saisir les armes à feu faisant l'objet d'un trafic illicite entre l'Ouzbékistan et les pays voisins ; l'objectif ultime étant de réduire la prolifération anarchique de ces armes dans la région, ainsi que leur accumulation, qui est un facteur de déstabilisation.

Khalil Nasri, Mission de l'Afghanistan auprès des Nations Unies, Genève
Avec la chute des Talibans, il faut désarmer plus de 200 000 ex-combattants, des hommes dont les armes à feu ont jusque-là assuré la survie. La communauté internationale se doit de soutenir le processus de DDR en contribuant à offrir des perspectives d'emploi durable aux soldats démobilisés. L'un des moyens d'y parvenir consiste à remettre en état les installations industrielles, et à relancer les projets agricoles depuis longtemps en sommeil, tels que production de coton et sylviculture. Grâce à une planification minutieuse et des investissements soutenus, il sera possible de développer un environnement structuré, ce qui réduira au maximum le risque de voir resurgir les armes.

Allison Gill, chercheuse au bureau de Human Rights Watch en Ouzbékistan
L'Ouzbékistan illustre le dérapage de la guerre contre la terreur. Le gouvernement utilise les violences politiques qui ont récemment ébranlé le pays pour légitimer le renforcement de la campagne de répression visant les dissidents musulmans pacifiques. En haut lieu, on avance la nécessité de prévenir le terrorisme pour justifier les poursuites pénales entamées contre de présumés «extrémistes» islamiques, bien que ceux-ci ne soient pas accusés d'avoir commis des actes de violence, ni d'avoir comploté dans cette intention. Le gouvernement, qui maintient arbitrairement en détention des centaines de musulmans, a recours à la torture, ainsi qu'à d'autres méthodes illégales, pour arracher des aveux utilisés dans des procès iniques. En vertu du droit international, tous les gouvernements ont l'obligation de protéger les droits des accusés, et de respecter l'état de droit. Ils ne peuvent restreindre certains droits fondamentaux, et ce, même en situation de crise ou pour des raisons de sécurité nationale.

En bref

Aux Etats-Unis, les marchands d'armes indemnisent les victimes des snipers, mais le Congrès remet les fusils d'assaut dans la rue

Quatre jours après que les victimes des tireurs fous qui avaient terrorisé Washington D.C. deux ans plus tôt ont transigé, et obtenu des dommages et intérêts, le Congrès américain et le président George W. Bush n'ont pas renouvelé la loi fédérale de 1994 qui interdisait la vente d'armes d'assaut. «Bull's Eye Shooter Supply», où a été dérobée l'arme qui a servi à tuer, a accepté de verser USD 2 millions aux familles des victimes, lesquelles avaient réussi à prouver que le vol était dû à un système de sécurité défaillant. «Bushmaster Firearms», qui a fabriqué l'arme, a pour sa part convenu de payer un demi-million de dollars. C'est la première fois qu'un constructeur d'armes américain consent à verser des dommages et intérêts pour «négligence ayant entraîné l'utilisation criminelle d'une arme à feu», a déclaré l'avocat des victimes, Dennis Henigan. Dans un tel contexte, il apparaît d'autant plus regrettable que le Congrès américain ait décidé de lever l'interdiction pesant sur la fabrication et la distribution de 19 modèles d'armes d'assaut de type militaire et d'armes dont certains accessoires ont été spécialement conçus pour un usage militaire.
Sources : www.iansa.org, Washington Post, 10 septembre 2004

Un fidèle de Taylor recrute des Libériens pour se battre en Guinée

Compagnon d'armes de l'ex-président du Libéria Charles Taylor, Tragen Wantee recrute depuis deux mois d'anciens membres des milices armées de Taylor pour déclencher une insurrection chez son voisin guinéen, ont déclaré d'anciens combattants installés à Ganta, ville libérienne frontalière de la Guinée. La nouvelle de ces recrutements clandestins est apparue alors que nombre d'anciens combattants se plaignent que les forces de maintien de la paix de l'ONU refusent de les intégrer au programme de DDR parce qu'ils n'ont pas d'armes à restituer. Les Nations Unies ont estimé l'an dernier que les trois factions du Libéria comptaient en tout quelque 38 000 combattants susceptibles d'être candidats au désarmement, or plus de 72 000 se sont déjà inscrits. Moins d'une personne sur trois qui se présente a déposé une arme, ce qui souligne la nécessité d'assouplir les conditions d'accès pour s'adapter à la réalité : la multitude de garçons, filles et femmes qui ont fait partie des combattants doivent maintenant être pris en compte par le programme de DDR.
Source : IRIN News, 22 septembre 2004

Dernières nouvelles de «Brandon's Arms»

Brandon Maxfield a échoué dans sa courageuse tentative de racheter aux enchères l'entreprise ayant fabriqué l'arme défectueuse qui l'avait rendu infirme dix ans plus tôt. Cet adolescent voulait faire fermer Bryco Arms, l'un des principaux producteurs de modèles bon marché baptisés «Saturday night specials» [spécialités du samedi soir] aux Etats-Unis. En 2003, un juge de Californie avait statué que Bryco avait volontairement conçu une arme dont il fallait *désengager* le cran de sûreté pour la décharger. Brandon avait obtenu une indemnisation de USD 50,9 millions, mais au lieu de lui verser cette somme, Bryco Arms s'était déclarée en faillite. Brandon avait espéré racheter la société «faillie» pour détruire son stock de plus de 75 000 armes partiellement assemblées.
Source : Associated Press, 12 août 2004.
Consultez également www.brandonsarms.org

Nouvelle publication du Centre : «Remettre les armes à leur place : suggestions pratiques pour deux ans d'action par les agences humanitaires.»

En octobre, le Centre a inauguré une nouvelle publication qualifiée par Jan Egeland, directeur du Bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires, de «véritable instrument pour passer de la parole aux actes». Nous avons spécialement conçu cette publication comme un guide accessible à la communauté humanitaire afin de l'aider à faire face à ce problème, car nous pensons qu'elle sera amenée à jouer un rôle essentiel dans les années à venir : mettre l'action concrète à l'ordre du jour. Disponible en anglais, français et espagnol, *«Remettre les armes à leur place»* offre une vue d'ensemble des domaines d'action liés à l'utilisation abusive des armes (santé publique, déplacement forcé, protection des enfants, égalité des droits entre les sexes, retrait des armes et sécurité des humanitaires), ainsi que des questions à poser pour la conception ou l'évaluation de projets. Sans oublier une présentation du Programme d'action de l'ONU sur les armes légères, et des dispositifs et autres instruments en place pour réglementer les transferts d'armes. La version papier peut être commandée par e-mail.

Coup de chapeau

Nous saluons l'initiative conjointe des ONG brésiliennes Viva Rio et Sou de Paz, du Ministère brésilien de la Justice, et de la police fédérale brésilienne grâce à laquelle des milliers d'habitants ont déposé environ 172 000 armes destinées à être détruites, et ce nombre ne cesse d'augmenter !

Depuis le 15 juillet, un programme de rachat des armes est en cours dans le cadre d'une nouvelle législation radicalement novatrice sur les armes à feu. Cette opération, qui a déjà nettement dépassé son objectif de 80 000 armes pour la fin décembre, fait l'objet de discussion animées, rapportées dans les médias à travers tout le pays. En octobre 2005, les Brésiliens s'exprimeront sur l'interdiction des ventes d'armes à feu aux civils à l'occasion d'un référendum. Dans un pays où la violence armée fait chaque année 36 000 morts, nous nous réjouissons d'une entreprise aussi courageuse et prometteuse. L'UNESCO a récemment décerné un prix à cette campagne.

Etabli à Genève, **le Centre pour le Dialogue Humanitaire** est une organisation indépendante et impartiale qui se consacre au dialogue sur des questions humanitaires, à la résolution de conflits violents, et à l'atténuation de leurs incidences sur les personnes. Le Centre contribue à établir un dialogue informel de haut niveau avec les principaux acteurs des conflits armés, ainsi que les autres parties prenantes, telles que les ONG et les institutions spécialisées de l'ONU.
Cette mission est complétée par des initiatives, au niveau de la recherche et de la pratique, afin de relever plus efficacement les enjeux humanitaires d'aujourd'hui : nature des groupes armés non gouvernementaux, techniques de médiation, économies de guerre, protection du droit et prolifération des armes.

En 2001, le Centre a inauguré le programme sur la sécurité humaine et les armes légères, lequel met en chantier une multitude de projets visant à faire mieux comprendre le coût humain de la prolifération et de l'usage impropre des armes, ainsi qu'à recommander des orientations pour agir.

Centre pour le Dialogue Humanitaire
114, rue de Lausanne
1202 Genève, Suisse
Téléphone : + 41.22.908.1130
Fax : + 41.22.908.1140
Email : info@hdcentre.org
Site web : www.hdcentre.org

Tous droits réservés.
Le Centre pour le Dialogue Humanitaire détient le copyright sur cette publication.

Inscrivez-vous à notre liste de distribution

Je souhaite recevoir gracieusement le *Bulletin sur la sécurité humaine et les armes légères*

☐ Format électronique Email _____

☐ Format papier (indiquez ci-dessous en quelle langue et combien)

__ français __ anglais __ espagnol __ arabe

Nom et titre _____

Organisation _____

Adresse postale _____

_____

Code postal et ville _____

Pays _____

Téléphone _____ Fax _____

Email _____ Site web _____

Veuillez retourner ce formulaire à Mireille Widmer, Centre pour le Dialogue Humanitaire 114, rue de Lausanne, 1202 Genève, Suisse, l'envoyer par mail à widmer@hdcentre.org ou le faxer au +41.22.908.1140.

bulletin
Armes légères et sécurité humaine

Rédactrice
Cate Buchanan (cateb@hdcentre.org)

Conception et production
Richard Jones (rmjones@onetel.com)
Exile : Conception et Edition